ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Stratégie sanitaire du Gouvernement

Question au Gouvernement n° 3876

Texte de la question

STRATÉGIE SANITAIRE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Charles de Courson.

M. Charles de Courson. Monsieur le Premier ministre, le 24 janvier, le président du Conseil scientifique Jean-François Delfraissy s'est inquiété de l'apparition de nouveaux variants en affirmant : « Si nous continuons sans rien faire de plus, nous allons nous trouver dans une situation extrêmement difficile dès la mi-mars ».

M. Loïc Prud'homme. Bingo !

M. Charles de Courson. Pourtant, le 29 janvier, le Président de la République a fait un pari, contre l'avis du Conseil scientifique, contre l'opinion de nombreux médecins, contre la vôtre et celle de votre ministre des solidarités et de la santé *(Exclamations sur les bancs des groupes SOC et GDR)*, comme peuvent en témoigner les présidents de groupe qui ont assisté à la réunion du comité de liaison parlementaire du 28 janvier.

M. Loïc Prud'homme. Et ce pari, il l'a perdu !

M. Charles de Courson. Le pari du Président consistait à accélérer la vaccination de façon à ne pas avoir à recourir à des mesures de restriction renforcées. Il a hélas été perdu…

M. Patrick Hetzel. Eh oui !

M. Charles de Courson. …car l'accélération de l'épidémie a été plus rapide que celle de la vaccination, ce qui nous a fait perdre sept semaines et ce qui a entraîné des centaines de morts supplémentaires.

Lors du débat organisé hier après-midi par le groupe Libertés et territoires sur la dimension logistique de la stratégie vaccinale, Jean-Paul Hamon, président d'honneur de la Fédération des médecins de France, nous a fait part des graves défaillances de la chaîne logistique : non-respect des commandes annoncées, problèmes d'approvisionnement ayant entraîné des déprogrammations à répétition des candidats à la vaccination, ce qui a causé, chez nos concitoyens, une perte de confiance. Ce pari présidentiel perdu vous a finalement contraints, la semaine dernière, à reconfiner en catastrophe seize départements – peut-être devrais-je dire : à prendre des « mesures de freinage renforcées » ?

M. Pierre Cordier. C'est beau !

M. Charles de Courson. Ma question est toute simple : allez-vous suivre la stratégie préconisée par le Conseil scientifique, qui appelle, dans son dernier avis du 11 mars, à privilégier « une stratégie précoce, régionale,

ajustée et ciblée » ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LT, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes LR et SOC.)*

M. Loïc Prud'homme. C'est trop tard !

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Pierre Cordier. Et du fiasco !

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé.* Nous étions présents, le Premier ministre et moi-même, lors de cette consultation - l'une des nombreuses consultations des présidents de groupe. Je n'ai pas en mémoire, mais elle peut être défaillante - cela peut arriver aux neurologues -, que vous ayez dit au Premier ministre et à moi-même : s'il vous plaît, reconfinez. *(Protestations sur les bancs des groupes FI et LR.)*

Vous avez dit, monsieur le député : s'il est vraiment nécessaire de prendre des mesures, allons-y, mais si vous reconfinez, s'il vous plaît, ne fermez pas les commerces et les écoles et ne mettez pas d'attestation. En définitive, ce n'est pas un confinement Canada Dry que vous proposiez, mais un confinement sur le papier. *(Mêmes mouvements.)*

M. Éric Coquerel. C'est difficile de vous suivre, vous changez tout le temps !

M. Olivier Véran, *ministre .* Nous faisons mieux que cela. Aujourd'hui, nous instaurons effectivement des mesures de protection des Français en leur laissant davantage de libertés. Pourquoi ? Parce que nous avons appris collectivement et mondialement de cette épidémie. S'il y a 6 000 manifestants dans une rue, serrés comme des sardines, à se cracher dessus,…

M. Pierre Cordier. Et le carnaval à Marseille ?

M. Olivier Véran, *ministre .* …là, il y a des risques de contamination. Mais si vous vous promenez avec votre famille dans un parc, si vous allez faire du roller ou du basket et que vous faites attention aux gestes barrières, les risques de contamination sont infimes.

M. Fabien Di Filippo. Laissez les associations reprendre leurs activités !

M. Olivier Véran, *ministre .* Or la santé mentale des Français compte pour le Gouvernement et, j'en suis sûr, pour vous aussi. S'il y avait un pari à prendre, ce n'était pas celui de ne pas confiner à la fin du mois de janvier,…

M. Loïc Prud'homme. Vous jouez à la roulette russe !

M. Olivier Véran, *ministre .* …c'est celui de la confiance accordée aux Français, pari qui a toujours été gagnant depuis un an. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem.)* Nous disons aux Français : ne vous regroupez pas les uns chez les autres ; faites attention lorsque vous êtes à l'intérieur ; profitez de l'extérieur, les beaux jours vont arriver et vous avez besoin de souffler et de respirer ; prenez soin les uns des autres. Nous le disons dans les départements et dans les régions dans lesquels le virus circule le plus et dans lesquels la pression sanitaire est la plus élevée.

Ce matin, j'étais avec le Président de la République à Valenciennes, à la rencontre des médecins réanimateurs.

M. Sébastien Jumel. Réarmez l'hôpital !

M. Olivier Véran, *ministre .* La vague est haute *(Exclamations sur les bancs du groupe GDR)*, elle monte et elle est importante. Les Français savent qu'il faut absolument qu'ils se protègent et qu'ils protègent les leurs durant

cette période. Nous vaincrons ce virus, nous vaincrons cette vague et gageons que, grâce à la vaccination, ce soit la dernière. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)

M. le président. La parole est à M. Charles de Courson.

M. Charles de Courson. Monsieur le ministre, le pari perdu du Président pour les seize départements se reproduira pour les quatre-vingt-quinze autres. (Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – MM. François Cornut-Gentille et Marc Le Fur applaudissent également.)

Données clés

Auteur : M. Charles de Courson
Circonscription : Marne (5e circonscription) - Libertés et Territoires
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3876
Rubrique : Santé
Ministère interrogé : Solidarités et santé
Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 24 mars 2021
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 mars 2021